



Budget : les sacrifices pour le monde du travail ça suffit !

Problème

Le 15 juillet, le premier Ministre François Bayrou a présenté les axes d'un budget d'une brutalité sans précédent.

Après le mouvement social inédit de protestation contre la réforme des retraites, sans tenir compte des aspirations des travailleuses et travailleurs comme de l'évolution du monde du travail, **le gouvernement nous annonce à nouveau une litanie de mesures là encore, brutales, injustes et inefficaces !**

Citons la suppression de deux jours fériés, des coupes dans les services publics, la remise en cause du droit du travail, une énième réforme de l'assurance chômage, le gel des prestations sociales et celui des salaires des fonctionnaires comme des contractuels, la désindexation des pensions de retraites, le doublement des franchises médicales, la remise en cause de la 5ème semaine de congés payés... Le gouvernement a choisi de faire payer les travailleuses et les travailleurs, les précaires, les retraités, les malades.

Or, face au sérieux des déficits publics, il existe des solutions qui intègrent les plus hauts revenus comme la contribution des entreprises.

Il est temps de reposer la question :

► des entreprises qui continuent à percevoir chaque année 211 milliards d'euros d'aides publiques, sans transparence, ni évaluation, et surtout sans conditionner

ces aides à l'atteinte de quelconques objectifs en matière d'emploi, de qualité de l'emploi, ni de respect d'ambitions sociales ou environnementales.

► des dividendes records, surtout, en cas de licenciements ou délocalisations,

► de la justice fiscale concernant les hauts revenus qui échappent à toute contribution réelle.

Et tout cela alors que des rapports récents montrent l'indécence de cette situation au vu de l'explosion des inégalités et du nombre dramatique de personnes basculant en dessous du seuil de pauvreté.

Le problème de la dette, c'est d'abord le manque de recettes. Il est temps d'accepter d'ouvrir la discussion sur la progressivité de la fiscalité, la contribution des hauts revenus ou des patrimoines, et la légitimité de l'optimisation fiscale !

Pas question que ce soient encore les travailleuses et travailleurs, les demandeurs d'emploi, les jeunes et les retraités qui payent la facture, à la fois financièrement, mais aussi dans une flexibilité encore intensifiée !

L'ensemble des organisations syndicales appelle à refuser ce musée des horreurs, à défendre ensemble notre modèle social et la dignité au travail.

Ce que nous attendons, c'est un projet respectueux pour le Pays, porteur d'espoir et de justice.

Je signe cette pétition pour exiger l'abandon immédiat de ces mesures.

Lien vers la pétition





Budget Bayrou : attaques contre les salariées-es et les retraités-es

Ne nous laissons pas faire, empêchons le recul social !

Après nous avoir pris 2 années de vie à la retraite en, reculant l'âge de départ à 64 ans, le 1^{er} ministre a annoncé le 15 juillet une somme d'attaques violentes contre les salarié-es et privé-es d'emploi, les jeunes et retraité-es :

► Attaques contre les salarié-es avec **deux jours fériés volés**, en plus du **1^{er} mai où ils veulent nous faire travailler**, et la **remise en cause de la 5^{ème} semaine de congés payés** qui devient monétisable (ils nous font d'abord choisir entre le repos et le salaire, ensuite on n'aura ni l'un ni l'autre)

► Attaques **contre les retraités-es avec la désindexation de toutes les pensions** : avec une inflation de 1,4 % pour 2026, pour une retraite à 1500 € c'est 21 € de moins par mois soit près de 300€

perdus par an ! Sans parler de la **suppression de l'abattement de 10 %**.

► Attaques **contre les malades avec le déremboursement des médicaments** et l'augmentation des franchises médicales.

► Attaques contre les privé-es d'emploi avec la **diminution des allocations de celles et ceux qui ont été licenciés-es**.

► Attaques des **services publics avec dès janvier 3000 postes supprimés de pompiers, d'infirmiers, d'enseignants...**

Le prétexte à tous ces reculs sociaux c'est de trouver 40 milliards d'euros pour combler la dette qu'ils ont eux-mêmes créée en donnant des milliards d'euros d'aides publiques aux entreprises privées et des cadeaux fiscaux aux plus fortunés.

Le problème de la dette c'est le manque de recettes :

► **Pour les entreprises privées, c'est chaque année 211 milliards d'aides publiques (6600 euros par seconde !!)** donnés sans contrôle, sans contrepartie, sans effets sur l'emploi et les salaires. En plus d'amoindrir notre système de protection sociale, les exonérations de cotisations sociales participent à la baisse des salaires : plus les salaires sont bas, plus les exonérations sont hautes.

► En faisant des cadeaux fiscaux aux plus fortunés le **patrimoine des 500 familles les plus riches de France représente 40 % du PIB du pays** ! Les 65 autres millions de la population se partagent le reste.

Ce nouveau **plan d'économies se fait donc toujours sur ceux qui ont déjà peu et augmente la précarité et la pauvreté**, plutôt que de chercher du côté de la richesse accaparées par quelques-uns, pour qui des économies auraient des effets minimes.

En s'attaquant au plus grand nombre qui ont déjà des faibles salaires, indemnités ou pensions, ce plan **d'austérité nous amène droit dans le mur avec une récession** car réduire notre niveau de vie c'est stopper la consommation qui représente + de 50% de l'économie du pays.

Ces mesures sont socialement injustes et économiquement inefficaces.

En résumé, tout le monde est attaqué, excepté les grands groupes et les plus fortunés. Le ministre de l'Économie parle lui-même de sacrifices pour la population et seuls les représentants patronaux applaudissent les propositions.

Pour éviter ces attaques violentes contre les travailleuses et les travailleurs :

- **INFORMER** ► **ALERTER** ► **PARTICIPER**
- **SIGNER LA PÉTITION**
- **PRÉPARER LA MOBILISATION**



Lien vers la pétition